

## POUSSÉE DE FIÈVRE MÉDICALE

### En ville comme à l'hôpital, les médecins affichent leur exaspération

Des représentants des PH ulcérés qui claquent la porte du ministère de la Santé lassés de ne pas être entendus dans l'élaboration des décrets de la loi HPST et qui n'excluent pas de mobiliser ; des médecins généralistes libéraux « humiliés » qui affichent, nombreux, leur « ras-le bol » et semblent déterminés à un long bras de fer à coups de journées de fermeture des cabinets, de grève crescendo de la télétransmission et, demain, d'actions de guérilla sur les honoraires (via la cotation CS ou le C à 23 euros), au nom d'un combat de reconnaissance qui est d'abord identitaire.

Personne ne peut le nier : le discours du monde médical, en ville comme à l'hôpital, se durcit et se radicalise, reflet du fossé qui s'est creusé entre le gouvernement et le corps médical.

L'exécutif perçoit ces signaux d'alerte si l'on en juge par certaines initiatives récentes au plus haut sommet de l'État. En janvier, Nicolas Sarkozy créait brusquement une commission pour restaurer l'attractivité de la médecine libérale et même la « refonder ». Et pas plus tard que jeudi dernier, le chef de l'État a déjeuné à l'Élysée avec douze médecins libéraux, généralistes et spécialistes, en présence de Roselyne Bachelot, afin d'entendre leur témoignage de « la réalité de leur exercice quotidien ». Selon l'Élysée, le président de la République a demandé que le gouvernement soit « à l'écoute des préoccupations des médecins libéraux » et il s'est engagé à recevoir les syndicats représentatifs.

Mais en ville comme à l'hôpital, les praticiens ne se contentent plus de discours ou de symboles mais réclament des actes. Ils exigent au minimum une concertation digne de ce nom sur tous les textes qui les concernent (des dizaines de décrets sont dans les tuyaux!), demandent le retrait des mesures jugées « vexatoires » et redoutent plus que jamais une perte d'indépendance avec la montée en puissance des ARS, à partir du mois d'avril. Le monde de la santé bouillonne. Nicolas Sarkozy, qui dans la conduite des réformes doit tirer les leçons d'un scrutin très difficile pour la majorité, ne peut l'ignorer.

C.D.

Le Quotidien du Médecin du : 22/03/2010

